

FORSEM : Analyse et objectifs

Forum de Solidarité Euro-Méditerranéenne (**FORSEM**) est une association régie par la loi de juillet 1901, fondée par des militants associatifs et des universitaires solidaires des soulèvements populaires dont certains pays de la rive sud de la méditerranée sont le théâtre depuis 2010 ; des soulèvements qui ont conduit aux renversements de chefs d'État et de régimes que l'on croyait jusqu'alors inamovibles, à commencer par Benali (Tunisie), Moubarak (Égypte), Ali Abdullah Saleh (Yémen), Kadhafi (Libye).

Depuis, un vent de liberté et d'espoir souffle sur les peuples de la rive sud de la Méditerranée.

Pour FORSEM, les dynamiques de changement à l'œuvre plus ou moins violentes dans ces pays depuis de nombreuses années affecteront inéluctablement d'autres pays de la rive sud, c'est une question de temps.

S'il est vrai que la mort tragique du jeune Bouazizi le 17 décembre 2010 a été l'élément déclencheur, les ingrédients d'une explosion dans les sociétés du Maghreb et du Mashreq sont présents depuis bien longtemps. Parmi les causes qui sont autant de traits communs à ces sociétés, favorisant le déclenchement de ces révoltes, on peut évoquer en deux mots :

- La persistance de l'autoritarisme qui est à l'origine de la longévité de ces régimes. Nombreux sont les dirigeants tentés de transformer leur pouvoir sans partage durant des décennies en oligarchies familiales.
- L'arbitraire et la *hogra* (mépris) des administrations.
- Le verrouillage de l'espace de contestation par l'état d'urgence décrété depuis plusieurs décennies dans nombre de ces pays (Égypte en 1981 ; Syrie en 1963 ; Algérie en 1992...), aggravé par l'affaiblissement des cadres institutionnels d'expression politique et sociale. Aucun appareil répressif n'est capable de contenir indéfiniment le mécontentement grandissant dans ces sociétés.
- la corruption généralisée et chronique.
- la prédation *quasi* généralisée des richesses de ces pays par les pouvoirs en place couplée à une redistribution très inégalitaire des richesses.

Il convient d'ajouter à cela l'érosion du nationalisme et la fin du « mythe du développement » dans le cas particulier de l'Algérie.

- Enfin, l'absence de perspective, en particulier pour les jeunes à l'écoute du monde grâce aux chaînes satellitaires et internet et qui aspirent à de vrais changements. Face à l'inertie des dirigeants et aux minces espoirs d'un avenir meilleur, la seule espérance pour une grande partie de la jeunesse au Maghreb et au Mashreq est de disposer d'un passeport pour quitter le pays.

NB : Sur 70 000 diplômés qui sortent chaque année des universités tunisiennes, seule la moitié est absorbée par le marché de l'emploi ; Les jeunes diplômés chômeurs en Afrique du nord sont un phénomène récent et massif. Certains, que l'on appelle harraga (littéralement les brûleurs de frontières), n'hésitent d'ailleurs pas à prendre le risque de tenter clandestinement la traversée de la Méditerranée sur des embarcations de fortune.

Toutefois les changements en cours dans ces sociétés ne sont pas sans risque ; les gouvernements doivent relever **un double défi** pour que les pays de la rive sud de la Méditerranée s'engagent dans un vrai processus démocratique.

Le premier consiste à éviter que les logiques de continuité avec les régimes politiques en place ou anciens ne l'emportent sur les dynamiques de rupture libérées par les révoltes tant les risques de continuité ou d'un retour, au moins partiel, aux anciens régimes (Tunisie, Égypte, Libye...) sont réels. Contrairement à ce que les apparences peuvent faire croire, les régimes policiers ne disparaîtront pas aussi facilement qu'on le croit. La tentation est sans doute grande au sein des conservateurs de replâtrer des régimes moribonds et de détourner les mouvements pacifiques de leur orientation démocratique.

Le second défi, et non des moindres, tient à la capacité des présents et futurs dirigeants d'associer la mouvance islamiste - **tendance politique lourde dans ces sociétés** - à la vie politique, tout en la combattant **politiquement**, sans compromettre le système démocratique et ses corollaires que sont l'alternance au pouvoir, le respect des libertés individuelles et collectives, l'égalité des sexes, le respect des minorités... C'est bien là l'enjeu politique majeur des années à venir dans les pays d'Afrique du nord et plus généralement dans le monde arabo-musulman.

Pour FORSEM, il existe entre les deux rives de la Méditerranée, plus qu'une proximité géographique ; des liens humains, historiques, linguistiques et culturels, rapprochent en vérité les deux rives plus qu'elles ne les éloignent. Parce que nous sommes convaincus que cette proximité méditerranéenne, si elle est politiquement mise en perspective, peut briser les peurs et les appréhensions qui empêchent les rapprochements, la construction de nouvelles solidarités et la mise en œuvre de projets communs, en particulier avec la France. C'est la raison pour laquelle, les responsables, adhérents et sympathisants de FORSEM, s'engagent à :

- 1) Développer des échanges culturels et scientifiques entre les deux rives de la Méditerranée;
- 2) Promouvoir des projets de coopération décentralisée ;
- 3) Œuvrer pour le rapprochement entre les pays des deux rives de la Méditerranée et lutter contre les ignorances et les préjugés ;
- 4) Mettre en place des espaces de rencontre et de débat sur l'avenir de l'espace Méditerranéen ;
- 5) Favoriser la réflexion collective et citoyenne sur l'évolution et l'avenir de la Méditerranée.
- 6) FORSEM se veut aussi un outil d'observation et de promotion du respect des droits de la personne humaine et des pratiques démocratiques dans cet espace.